

Avis de vacance d'emploi d'un sous-directeur

Un emploi de sous-directeur est susceptible d'être vacant à l'administration centrale du ministère de l'intérieur.

Cet emploi est affecté au service de l'achat, de l'innovation et de la logistique du ministère de l'intérieur (SAILMI), au sein duquel le titulaire de ce poste exerce les fonctions de sous-directeur de la contractualisation et du suivi d'exécution.

Le sous-directeur de la contractualisation et du suivi d'exécution exerce les missions prévues à l'article 3 de l'arrêté relatif aux missions et à l'organisation du service de l'achat, de l'innovation et de la logistique du ministère de l'intérieur (SAILMI).

Cet emploi est à pourvoir dans les conditions prévues par le décret n° 2012-32 du 9 janvier 2012 relatif aux emplois de chef de service et de sous-directeur des administrations de l'Etat modifié (articles 4 à 7 notamment).

Missions principales

Le SAILMI est chargé, pour le compte de la direction de l'évaluation de la performance, de l'achat, des finances et l'immobilier, de concevoir les équipements des forces de sécurité intérieure, des radars, des solutions SIC, de la fourniture des prestations générales et de l'immobilier en liaison avec les directions opérationnelles et services, de mettre en place les supports juridiques nécessaires à l'acquisition et d'optimiser la gestion des produits. Il anime la chaîne logistique territoriale des SGAMI et des régions de gendarmerie. Force de proposition et de mise en œuvre, le SAILMI pilote les travaux de mutualisation des produits et équipements entre les différentes directions.

En liaison avec le chef de service du SAILMI, le sous-directeur de la contractualisation et du suivi d'exécution élabore la contractualisation et le suivi d'exécution des marchés dans le respect des objectifs et des stratégies définis en application du décret du 16 juillet 2013 et des orientations ministérielles.

Responsabilités

Le sous-directeur est chargé de mettre en œuvre la programmation pluriannuelle des marchés pour l'ensemble des directions du ministère, de la mise en place des actes juridiques relatifs aux différentes procédures à conduire dans le cadre des contrats de service établis avec les directions du ministère, du suivi des dossiers contentieux en liaison avec la direction des libertés publiques et des affaires juridiques. Il apporte au chef de service à la fois la continuité des procédures récurrentes et la garantie de la performance économique des achats. Il recherche par ailleurs les solutions achats de nature à répondre aux situations et demandes urgentes des responsables de programme.

Il exerce une fonction de conseil et de mise en cohérence des achats des secrétariats généraux pour l'administration du ministère de l'intérieur et des régions de gendarmerie, en charge du soutien des missions de sécurité intérieure. Il apporte également son expertise à la mission d'appui à l'équipement des services départementaux et de secours.

Il décline au sein de la sous-direction les objectifs de professionnalisation de la filière achats définis par le responsable ministériel des achats. Il veille plus particulièrement à la formation juridique de ses personnels, à la mise en place de règles déontologiques et d'outils concourant à la continuité des procédures, dont une cartographie des achats et un plan d'appel d'offres actualisés.

Il veille à la pleine application des objectifs du service en termes de transversalité, de partage des compétences et d'efficacité.

Profil du candidat recherché

Le candidat devra faire preuve :

- de qualités et d'expériences de très bon niveau dans le domaine du management pour l'animation d'une équipe d'origines multiples, à fonctions complexes et à forts enjeux ;
- de connaissances élevées en matière de règles de la commande publique, de management par la performance et d'expériences réussies en matière d'achats ;
- d'une expérience en matière de partenariat avec diverses administrations et partenaires privés ;
- de capacité d'écoute et d'analyse propres à lui permettre d'être force de proposition ;
- de réelles aptitudes au travail en équipe et en transversalité, ainsi que des qualités relationnelles avérées ;
- d'aptitudes à conduire le changement tout en assurant la sécurité juridique et la continuité des services dans un contexte contraint en matière financière et de ressources humaines.

Conformément aux dispositions du décret n° 2012-32 du 9 janvier 2012 relatif aux emplois de chef de service et de sous-directeur des administrations centrales de l'Etat, les candidatures, accompagnées d'un curriculum vitae, doivent être transmises par la voie hiérarchique, dans un délai de trente jours à compter de la date de publication du présent avis au Journal officiel de la République française, au ministère de l'intérieur (secrétariat général, direction de la modernisation et de l'action territoriale, sous-direction du corps préfectoral et des administrateurs civils, place Beauvau, 75800 Paris), avec copie au chef du SAILMI.

Personne à contacter

M. Jean BOUVEROT, préfigurateur du SMA, téléphone : 01-86-21-60-01, jean.bouverot@interieur.gouv.fr